



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**Marché de Travaux de SSI - Désenfumage de l'Ecole nationale supérieure  
des Arts Décoratifs (EnsAD)**

Référence du marché : 2025MA000006

Type de Procédure : procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et R.2131-12° à R.2131-13°, du code de la commande publique.

Type de contrat : Marché de service à prix forfaitaire conformément aux articles L2125-1 et suivants du code de la commande publique et aux articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

## SOMMAIRE

Article 1 – Présentation de l'acheteur .....	4
Article 2 – Objet du marché.....	4
Article 3 – Nature du marché et procédure de consultation .....	5
Article 4 – Pièces constitutives du marché.....	6
Article 5 - Obligations des parties contractuelle .....	6
Article 6 - Contenu des prestations .....	8
Article 7 – Modalités d'exécution des prestations .....	8
7.1. Programme, Durée et délai d'intervention .....	8
7.2. Accès aux locaux et aux équipements administratifs .....	8
7.3. Personnel intervenant, agrément et remplacement .....	9
7.4. Tenue et comportement des intervenants du titulaire .....	9
7.5. Stabilité des effectifs.....	10
7.6. Travailleurs étrangers.....	10
7.7 - Mesures particulières.....	11
7.8. Modification de prestation en cours d'exécution .....	11
7.9 Remise en fin de marché.....	12
Article 8 – Opérations de vérifications et d'admission.....	12
Article 9 – Prix.....	12
9.1 Contenu des prix.....	12
9.2. Actualisation des prix .....	13
9.3. Révision des prix.....	13
Article 10 - Modalités de paiement.....	14
10.1. Généralités .....	14
10.2. Mentions sur les factures .....	14
10.3. Délais de paiement.....	15
10.4. Avance versées au titulaire .....	15
10.5. Avance versée aux sous-traitants.....	16
10.6. Prestations non conformes .....	16
10.7. Règlement des sous-traitants.....	16
Article 11 – Assurances, garanties et responsabilité .....	17
11.1. Assurance .....	17

11.2 Garanties .....	18
11.3. Responsabilité du titulaire envers les tiers .....	18
Article 12 – Sous-traitants .....	19
12.1. Déclaration, acception, et agrément .....	19
12.2. Condition d'intervention d'un sous-traitant .....	20
Article 13 – Pénalités .....	20
Article 14 - Clause environnementale .....	21
Article 15 – Dispositif de vigilance.....	21
Article 16 - Modification en cours d'exécution .....	22
Article 17 – Conditions de résiliation du marché.....	22
Article 18 - Gestion des litiges et recours .....	22
Article 19 – Dérogations au CCAG – travaux .....	23



## **Article 1 – Présentation de l'acheteur**

Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD), représentée par son directeur,  
Monsieur Emmanuel Tibloux  
31, rue d'ULM – 75005 PARIS

L'école nationale supérieure des arts décoratifs est un établissement d'enseignement supérieur à caractère administratif, sous tutelle du ministère de la culture.

Il a pour mission la formation d'artistique, scientifique et technique de concepteurs-créateurs aptes à concevoir des réalisations et des recherches dans tous les domaines des arts décoratifs : architecture intérieure, art-espace, cinéma d'animation, design objet, design textile et matière, design graphique, design vêtement, image imprimée, photo-vidéo, scénographie.

Le cursus universitaire est de 5 ans et plus de 800 élèves fréquentent l'école chaque année.

L'école nationale supérieure des arts décoratifs est constitué de 2 bâtiments :

- Le premier bâtiment sur rue, d'une superficie totale de 11.572 M2 est constitué de :
  - Aile ERASME : élevée de 5 niveaux sur rez-de-chaussée et de deux niveaux de sous-sol,
  - Aile ULM : élevée de 4 niveaux sur rez-de-chaussée et un niveau de sous-sol.
- Le second bâtiment VISSOL, dans la cour intérieure, d'une superficie totale de 800 M2 est en cours de construction, livrable en septembre 2026.

Pour information, l'école nationale supérieure des arts décoratifs est fermée pendant 5 semaines durant la période estivale des congés scolaires (en général le mois d'août), et 15 jours correspondant aux vacances scolaires de la fin de l'année.

## **Article 2 – Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations de mise en conformité et l'optimisation du système de désenfumage du bâtiment ERASME, conformément aux exigences réglementaires des articles R19 et DF relatifs aux Établissements Recevant du Public (ERP).

Les prestations comprennent notamment :

- Le remplacement de 3 ventilateurs de désenfumage (2 ventilateurs d'extraction et 1 moteur de soufflage).
- Le remplacement des 3 coffrets de relayage associés aux 3 moteurs remplacés.

- Le remplacement de 2 volets d'amenée d'air comprenant également l'agrandissement de la trémie existante afin de disposer de 21dm<sup>2</sup> de passage libre (ZF1 sous-sol-2).
- Le raccordement des volets comprenant la télécommande et la reprise de position avec reprise des câbles existants.
- Le remplacement des courroies sur l'ensemble des ventilateurs existants.
- De réaliser la continuité des conduits au droit de la circulation pour certaines bouches d'extraction débouchant dans le plenum de faux plafond (ex : R-2 VEDo6 ; R-2 et RDC VEDo5).
- le remplacement de 42 grilles de désenfumage certifiées EN 12101-2.

Le titulaire réalisera également un audit technique complémentaire sur les réseaux de ventilation et de désenfumage des ateliers situés au deuxième sous-sol, portant sur le relevé des réseaux, la vérification des clapets, le contrôle des gaines, les tests de fonctionnement, l'évaluation de la conformité réglementaire et la formulation de recommandations techniques et budgétaires.

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir, à la réception du chantier, la conformité des débits mesurés avec les débits théoriques définis par la réglementation en vigueur.

### **Article 3 – Nature du marché et procédure de consultation**

#### **Type de marché et de procédure :**

Le présent marché est un marché public de travaux, traité à prix global et forfaitaire.

La procédure est passée suivant une procédure adaptée en application des articles R.2123-1° et R.2123-1° à R.2123-7, du code de la commande publique limité à un maximum de 100 000 € hors taxes.

#### **Durée du marché :**

Le marché est conclu pour une durée de 2 mois, renouvelable 2 fois pour une durée d'un mois, la totalité du marché ne pouvant excéder 4 mois .

L'acheteur rédige un avenant de prolongation (formulaire EXE10) 15 jours avant le terme du marché, contresigné par le titulaire.

#### **Tranches :**

Aucune tranche optionnelle n'est prévue pour le présent marché.

### Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de ce marché.

### Interlocuteurs :

- Pouvoir adjudicateur : Directeur.ice de l'établissement ou son.sa représentant.e
- Suivi technique des prestations : Directeur technique de l'établissement ou son.sa représentant.e
- Suivi administratif et financier du marché : chef du service des finances et des achats de l'établissement ou son.sa représentant.e

L'entreprise ou le groupement d'entreprises est désigné dans l'ensemble des documents par le terme "le Titulaire".

### **Article 4 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ou ATTRI<sub>1</sub>) ;
- Le cahier de clause administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de son annexe ;
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Le CCAG-travaux applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 21 mars 2021.

### **Article 5 - Obligations des parties contractuelle**

#### 5.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des plans et documents utiles à l'exécution des prestations, procédé à une visite détaillée des espaces et avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, et s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès de l'acheteur.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des différentes dispositions réglementaires propres à l'acheteur, ainsi que de toutes les dispositions nouvelles relatives à son fonctionnement. Le titulaire prend connaissance de toutes celles adoptées en cours d'exécution du marché.

Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur les consignes d'application personnalisées.

Ces consignes sont constituées par les instructions et les informations écrites et établies par le titulaire conformément aux articles 6 et 30 du CCTP.  
Conformément à l'article 4 du CCTP, le Titulaire doit la mise en œuvre d'un affichage informant les utilisateurs du bâtiment de la nature des travaux en cours.

Un état des lieux entrant et sortant sera établi entre l'Établissement et le Titulaire.  
Le Titulaire aura à charge, sans frais supplémentaires pour l'acheteur :

- D'établir un compte-rendu d'état des lieux comprenant un reportage photographique. Les photos témoins seront numérotées et repérées sur un jeu de plans.
- De faire constater à l'acheteur, les points relevés afin de rendre le constat d'état des lieux contradictoire. Si, après intervention, des ouvrages sont endommagés, tachés etc. le Titulaire devra les remplacer à ses frais.

Au cas où le Titulaire dûment convoqué n'assisterait pas à cet état des lieux, il serait réputé l'accepter sans réserve et ne pourrait porter aucune réclamation ultérieure fondée sur ce document ».

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des prescriptions techniques définies au CCTP, notamment celles relatives aux compétences, qualifications, moyens humains et matériels exigés (article 7 du CCTP).

Il s'engage à fournir les documents, plannings et organigrammes demandés, et à mobiliser les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché.

Enfin, le titulaire désignera un chef de chantier responsable de la bonne exécution des travaux. Ce dernier assurera la coordination technique, la sécurité, la planification et le suivi des opérations conformément aux prescriptions de l'article 8 du CCTP.  
Il sera l'interlocuteur du maître d'ouvrage et participera aux réunions de chantier.

## 5.2 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur met à disposition de l'Entreprise :

- Les sanitaires de l'établissement.
- Des vestiaires femmes et des vestiaires hommes.
- Une cuisine pour se restaurer (Local N°-1.25), partagée (niveau mezzanine Ulm)
- deux zones de stockage délimitées :
  - En renforcement de la circulation entre l'Atelier Métal et l'Atelier Bois,
  - Dans le Sas Livraison.

Ces locaux seront mis à disposition par l'acheteur, toutefois, l'aménagement et équipement seront laissés à la charge du titulaire. Les différents locaux dédiés au titulaire devront être laissés en bon état (nettoyage quotidien, pas de dégradation, etc....).

La fourniture d'énergie électrique nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations est assurée gratuitement par l'acheteur. Les appels téléphoniques depuis les postes fixes, strictement nécessaires à la bonne organisation des prestations et à la communication avec les services internes de l'acheteur, sont pris en charge par l'acheteur.

## **Article 6 - Contenu des prestations**

Les prestations faisant l'objet du présent marché comprennent l'ensemble des travaux, fournitures, prestations, sujétions et moyens nécessaires à la parfaite exécution du marché, conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et à son annexe.

Le CCTP du présent document de la consultation (DCE) précise de manière détaillée la consistance, la nature, les caractéristiques techniques, les modalités d'exécution et de contrôle des prestations.

En conséquence, le contenu technique des prestations est défini exclusivement par le CCTP, auquel le titulaire devra se conformer strictement.

Toutes les prestations, même non mentionnées explicitement dans le présent CCAP mais nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement des ouvrages conformément au CCTP, sont réputées comprises dans le prix global du marché.

## **Article 7 – Modalités d'exécution des prestations**

### **7.1. Programme, Durée et délai d'intervention**

Le planning d'interventions programmées pour la durée du marché est établi par le titulaire puis soumis à l'approbation de L'acheteur. Il fixe les dates et heures durant la durée d'exécution du présent marché ainsi qu'un détail des prestations effectuées.

Celles-ci sont effectuées du lundi au vendredi. Elles pourront avoir lieu exceptionnellement le samedi d'un commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

### **7.2. Accès aux locaux et aux équipements administratifs**

Le personnel du titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toute autre :

- Les locaux professionnels affectés au titulaire dans le cadre du marché ;
- Les locaux concernés par les prestations du titulaire ;
- Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.



Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux sont éventuellement définies ultérieurement par l'acheteur, le personnel du titulaire doit s'y conformer.

### **7.3. Personnel intervenant, agrément et remplacement**

Le titulaire désigne les personnes chargées de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Seules ces personnes, expressément habilitées, sont autorisées à intervenir dans l'établissement. Elles doivent posséder les qualifications professionnelles, habilitations et connaissances nécessaires à la bonne exécution des tâches qui leur sont confiées.

Lorsque les interventions sont réalisées par une équipe, le titulaire désigne un responsable de chantier, interlocuteur principal de l'acheteur. Toute nomination ou changement de ce responsable est soumis à l'accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur la liste nominative du personnel d'intervention et s'engage à informer l'acheteur de toute modification ou remplacement envisagé.

L'acheteur peut à tout moment demander au titulaire la justification des qualifications et habilitations du personnel affecté au marché.

En cas d'absence, d'insuffisance professionnelle ou de comportement inadapté, l'acheteur peut demander le remplacement immédiat du ou des agents concernés. Le titulaire doit alors désigner un remplaçant de qualification équivalente et communiquer son nom ainsi que son curriculum vitae à l'acheteur dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la demande.

Si l'acheteur refuse le remplaçant proposé, le titulaire dispose de trois (3) jours supplémentaires pour présenter un nouveau remplaçant.

### **7.4. Tenue et comportement des intervenants du titulaire**

Le titulaire doit doter chaque intervenant d'une tenue de travail identifiable, qui est soumise à l'approbation du responsable de la sécurité de l'acheteur.

Tous les agents intervenant pour le compte du titulaire dans les locaux de l'acheteur y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge personnalisé, fournis par le titulaire.

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'établissement sans exception

- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque
- Interdiction d'utiliser les téléphones sans autorisation expresse de l'acheteur.
- Interdiction d'utiliser les matériels informatiques.

En outre, les intervenants doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du patrimoine immobilier et mobilier de l'acheteur et veiller au strict respect des consignes et des règlements édictés par l'acheteur.

L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux de l'acheteur lui est interdit ; c'est notamment le cas des appareils de téléphonie, les photocopieurs, les ordinateurs ainsi que tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, etc. Cette disposition ne concerne pas les matériels mis à disposition par l'acheteur.

L'acheteur peut demander le changement du responsable du titulaire ou de l'un des membres de son personnel pour des motifs dûment justifiés et en particulier s'il n'assure pas, dans des conditions satisfaisantes, les tâches vis-à-vis des interlocuteurs de l'acheteur ou d'autres personnes avec lesquelles il est en contact dans le cadre de la mission confiée.

### **7.5. Stabilité des effectifs**

Le personnel du titulaire correspond en nombre et en qualification à ce qui est nécessaire pour assurer la mission qui lui incombe.

Le nombre et le niveau professionnel du personnel et de son encadrement sont indiqués. Toute modification dans la composition du personnel doit être signalée à l'acheteur sans délai.

Le titulaire s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et rapidement le personnel mis en place.

### **7.6. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

## **7.7 - Mesures particulières**

### **7.7.1 Grèves**

En cas d'arrêt de travail des salariées du titulaire pour fait de grève des salariées du titulaire, ce dernier est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée sont précisées par l'acheteur.

Au-delà du délai susvisé imparti au titulaire, et en cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, l'acheteur y pourvoit par tous moyens qu'elle juge utiles, aux frais, risques et périls de la société. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève.

### **7.7.2 Interdictions momentanées**

Des interdictions momentanées d'accéder ou de circuler dans les locaux peuvent être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités, ou à l'occasion d'alertes, d'exercices ou d'incidents signalés dans les bâtiments ou à proximité. L'acheteur ainsi que les forces de police peuvent décider de surveiller, faire arrêter les prestations ou évacuer les bâtiments à l'occasion de visites officielles et d'incidents éventuels qu'ils ont pour mission de prévenir.

A cet effet, l'acheteur, les services de sécurité ou la police peuvent prescrire le déplacement d'un matériel, d'un équipement ou d'un stock quelconque ainsi que le libre accès aux locaux occupés par le titulaire aux fins de fouilles et visites.

## **7.8. Modification de prestation en cours d'exécution**

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur peut réduire ou augmenter les prestations décrites dans le présent marché à la suite de modifications particulières intervenant dans le fonctionnement de l'Etablissement ou à la suite de nouvelles contraintes inhérentes au fonctionnement de l'acheteur.

Le titulaire est informé par décision, signée par l'acheteur, de la modification des prestations avant la date de prise d'effet de la mesure. Cette décision est adressée par courrier au titulaire en recommandé avec accusé de réception. Le montant global et forfaitaire est modifié sur la base des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'augmentation ou la réduction de la masse initiale des prestations forfaitaires du présent marché peut être portée à un maximum de plus ou moins 10%.

### **7.9 Remise en fin de marché**

Les dispositions de cet article sont conjointes à celles de l'article 5 du CCTP.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels, équipements et revêtements en état normal d'entretien.

Une semaine avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et de leur niveau d'entretien, est établi.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense, pour la remise en état des revêtements, des équipements ou des installations provenant d'un manquement du Titulaire au titre des obligations du présent marché, lui sera retenue ou facturée.

### **Article 8 – Opérations de vérifications et d'admission**

L'acheteur peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées.

Les opérations de vérification sont réalisées dans le cadre du suivi de l'exécution des travaux et, le cas échéant, lors des opérations préalables à la réception, conformément aux dispositions des articles 41 et suivants du CCAG-Travaux.

Les résultats à obtenir sont appréciés sur les bases contractuelles liées au respect des exigences préalablement fixées (conformément au CCTP).

À l'issue de ces vérifications et des opérations préalables à la réception, les décisions de réception avec ou sans réserves, d'ajournement ou de refus de réception sont prises par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux.

Il est également précisé que l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter à ses frais par un conseil technique extérieur l'ensemble des contrôles techniques, financiers et administratifs auxquels le titulaire du marché sera soumis et que celui-ci ne pourra s'opposer au choix de l'acheteur.

### **Article 9 – Prix**

#### **9.1 Contenu des prix**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le prix rémunère le titulaire pour l'ensemble des prestations, fournitures, travaux, sujétions et obligations nécessaires à la parfaite exécution du marché, telles que définies dans les pièces contractuelles et notamment le CCTP.

Les prix sont réputés complets, conformément aux dispositions de l'article 9.1.1 du C.C.A.G travaux. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le prix forfaitaire s'entend toutes dépenses comprises, incluant :

- la main-d'œuvre, le matériel, les fournitures, les essais, les contrôles et les réglages nécessaires,
- les frais d'installation de chantier, de sécurité, de nettoyage et de remise en état des lieux,
- ainsi que toutes sujétions imposées par la réglementation, les conditions locales et la coordination avec les autres intervenants.

Le montant du prix du marché est fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) signée par le titulaire et annexée à l'Acte d'Engagement. Cette DPGF a une valeur contractuelle et sert de référence pour le règlement des prestations.

### **9.2. Actualisation des prix**

Les prix peuvent être actualisés si le délai entre la date du dépôt de l'offre et la notification du marché au titulaire est supérieur à 3 mois, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_n(n-3) / I(o))$$

dans laquelle :

P = prix actualisé HT

P<sub>o</sub> = prix initial HT

I<sub>n</sub> (m-3) = c'est la valeur disponible de l'index CPF 43.22 Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air concerné à la date de la remise de l'offre.

I<sub>o</sub> = valeur de l'index CPF43.22 Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air publié à la date de l'actualisation.

### **9.3. Révision des prix**

Aucune révision des prix n'est prévue dans le présent marché.

## **Article 10 - Modalités de paiement**

### **10.1. Généralités**

Le paiement du marché s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG-travaux.

Le paiement interviendra en deux temps ou trois temps selon que l'attributaire souhaite activer le règlement de l'avance :

- déclenchement de l'avance, le cas échéant : cette avance interviendra après notification du marché et sur demande du titulaire accompagnée d'une facture correspondante.
- solde intermédiaire : Un paiement intermédiaire ne pouvant excéder 20 % du montant total à l'issue de la réalisation complète de l'audit technique prévu au CCTP, sous réserve de la validation du rapport d'audit par le maître d'ouvrage.
- Le solde du montant (issus de la DPGF), sera versé après réception des travaux et validation des essais de conformité, sur présentation de la facture finale et du procès-verbal de réception sans réserve (ou levée des réserves le cas échéant).

### **10.2. Mentions sur les factures**

La facture présentée au paiement est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- numéro du compte bancaire ou postal,
- numéro et date du marché et de chaque avenant, le cas échéant, les prestations exécutées, et la période,
- le montant hors taxes de la prestation exécutée, en valeur mo (montant d'origine),

L'acheteur peut éventuellement demander la justification des factures des fournisseurs.

Le règlement est effectué par virement bancaire indiqué par le Titulaire à l'article B3 de l'acte d'engagement.

L'ordonnateur est le Directeur de l'école nationale supérieure des arts décoratifs.

Le payeur est l'Agent comptable de l'école nationale supérieure des arts décoratifs.

Les factures et avoirs sont transmis exclusivement en mode dématérialisé via le portail CHORUS PRO, en utilisant le numéro SIRET de l'acheteur : 197 534 704 00014, et en reportant le code service et le numéro d'engagement qui figurent sur les bons de commande.

### **10.3. Délais de paiement**

Le paiement, par virement, intervient dans un délai de 30 jours compté à partir de la date de réception de la facture constitutive de la demande de paiement en vertu de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus, conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique.

En vertu de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **10.4. Avance versées au titulaire**

Une avance prévue à l'article R 2191-3 du code de la commande publique est versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct (Article R2193-18).

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct (Article R2193-19).

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Conformément à l'article R2193-21 si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies aux articles R. 2191-6 à 2191-10 du code de la commande publique. Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12, le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, régie exclue, par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.



Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.  
En application des dispositions de l'article R 2191-9 du code de la commande publique, son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

#### **10.5. Avance versée aux sous-traitants**

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial (Attri2) par l'acheteur conformément à l'article R2193-20.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12.

#### **10.6. Prestations non conformes**

Les réfections et pénalités cumulables telles que prévues au marché, s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

#### **10.7. Règlement des sous-traitants**

##### **10.7.1. Répartition des paiements**

Les paiements sont répartis entre le titulaire et chacun de ses sous-traitants à concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

Dans le cas d'un Groupement d'Entreprises, les prestations sous-traitées sont payées à due concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance à chaque sous-traitant.

##### **10.7.2. Règlement des comptes en paiement direct**

Le paiement effectif du sous-traitant est subordonné à la production, par le titulaire :

- d'une copie de la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) mettant en évidence la part des prestations sous-traitées,
- du pourcentage de la prestation exécuté,
- de l'attestation de paiement direct.



Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa facture une attestation signée indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## **Article 11 – Assurances, garanties et responsabilité**

### **11.1. Assurance**

Le titulaire est responsable des dommages suivants :

- dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés à ses propres préposés ou à ceux de ses sous-traitants et à leurs biens du fait de leur prestation objet du présent marché,
- Dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés par ses préposés, aux biens de l'école nationale supérieure des arts décoratifs, aux agents et public de l'école nationale supérieure des arts décoratifs et à leurs biens, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens, et trouvant leur origine lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses assureurs garantissent l'école nationale supérieure des arts décoratifs de toutes actions ou réclamations de tiers (y compris ses personnels) contre tous dommages ou préjudices pour les dommages ci-dessus mentionnés.

Pour couvrir sa responsabilité définie au présent marché, le titulaire déclare avoir garanti auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir pour les dommages causés à l'occasion ou du fait de l'exercice de ses activités.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du contrat les couvertures d'assurance susvisées et à en justifier à première demande de l'école nationale supérieure des arts décoratifs, pour chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire fournit dans les 15 jours suivant la notification du marché les attestations d'assurance correspondant aux différents risques.

De même, le titulaire fournit une attestation d'assurance après chaque modification ou renouvellement de ses polices d'assurance.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires en accord avec l'école nationale supérieure des arts décoratifs, pour garantir les résultats du marché.

#### **11.2 Garanties**

##### Garantie de fourniture :

Tout le matériel fourni par le Titulaire est garanti contre tous vices de construction ou de matière pendant le délai de garantie de bon fonctionnement du matériel pendant 3 ans.

##### Garantie des installations :

Toutes les installations posées et les travaux faits par le Titulaire, sont garantis conformes aux règles de l'art et conformes au projet d'exécution accepté par la Maîtrise d'ouvrage.

##### Garantie d'exploitation :

Le Titulaire garantit que l'installation réalisée par lui correspond à toutes les caractéristiques énoncées par lui dans les documents d'exploitation visés par la Maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de la Garantie de Parfait Achèvement il s'oblige à remettre l'installation en état si l'exploitation révélait une non-concordance susceptible de nuire à la bonne économie du système ou au confort des usagers.

##### Garantie de pérennité des équipements :

En vue d'assurer la pérennité des équipements, il est indispensable que les matériels, appareils et sous - ensembles proposés par l'Entreprise ne soient pas en voie « d'arrêt de fabrication ».

À cet effet, il produira un certificat émanant du fabricant justifiant la pérennité des équipements tels que décrit ci-avant.

#### **11.3. Responsabilité du titulaire envers les tiers**

Le Titulaire se substitue à l'acheteur public dans ses droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des exploitants antérieurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge.

S'il s'agit de dommages mettant en jeu la responsabilité biennale ou décennale de l'installateur, des fournisseurs et (ou) des constructeurs ou la responsabilité d'un tiers, le Titulaire fera son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre.

## **Article 12 – Sous-traitants**

### **12.1. Déclaration, acceptation, et agrément**

#### **12.1.1. Désignation des sous-traitants**

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial (ATTRI 2) signé en cours de marché par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à l'article L 2193-3, et aux articles R 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé pour la part du marché dont il assure l'exécution en vertu de l'article L2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du titulaire du marché est payé directement par lui en vertu de l'article L 2193-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire envisageant de sous-traiter une partie de ses prestations, doit joindre les documents suivants :

- Le projet de déclaration de sous-traitance, (DC4) ;
- Les attestations fiscales et sociales montrant que le sous-traitant est en règle avec les obligations faites par le code de la commande publique ;
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement », disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationcandidat-dc1dc2-dc3-dc4>) ou tout autre document contenant l'ensemble des informations requis ;
- Une liste des principales références pour des prestations similaires à l'objet du marché au cours des trois dernières années (durée inférieure autorisée pour les sociétés nouvellement constituées). Les références détailleront notamment l'objet, le montant, la date et le caractère public ou privé du destinataire et le cas échéant le nom dudit ou desdits destinataires. Les références peuvent concerner d'autres éventuels opérateurs économiques dans le cas où leurs capacités doivent être prises en compte.

Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou adresse en recommandé avec avis de réception, la ou les demandes d'acceptation du ou des sous-traitants concernés et ce **IMPÉRATIVEMENT AVANT TOUTE INTERVENTION DU OU DES SOUS-TRAITANTS**.

Pour rappel, toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché concerné aux frais et risques du titulaire.

#### **12.2. Condition d'intervention d'un sous-traitant**

Le contrat de sous-traitance est soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention des entreprises extérieures sous-traitantes agréées.

#### **Article 13 – Pénalités**

S'il y a défaillance du titulaire ne résultant pas d'un cas de force majeure, les manquements constatés entraînent, outre le non-paiement des prestations non fournies, les pénalités suivantes :

Les manquements prolongés sont notifiés par l'acheteur au titulaire par lettre recommandée. Le titulaire est tenu d'y remédier dans les 48 heures après réception, les pénalités prévues au présent article continuant à courir.

$$P = (V \times R) / 1000$$

Où :

- P = montant de la pénalité (€)
- V = montant HT du marché ou de la partie concernée
- R = nombre de jours calendaires de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au délai contractuel fixé dans le marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités journalières fixées à 1/1000<sup>e</sup> (un millième) du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités s'appliquent de plein droit à compter du lendemain du terme contractuel, jusqu'à la date de réception effective des travaux.

Dans le cas où l'acheteur réclame des documents administratifs que le titulaire ne fournit pas sous 15 jours (quinze jours), il lui est fait application d'une pénalité journalière d'un montant de 150 € HT.

Au-delà d'un délai de 7 jours, l'acheteur peut prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'exploitation ; dans ce cas, les pénalités prévues en 14.1.1, ci-dessus cessent.

Si 15 (quinze) jours après la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le contrat peut être résilié de plein droit à l'initiative de l'acheteur.

#### **Article 14 - Clause environnementale**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures concrètes visant à réduire l'impact environnemental des prestations envisagée, conformément aux objectifs de développement durable définis par l'article L. 2111-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à avoir des actions concrètes sur :

- La gestion et traçabilité des déchets,
- La réduction des nuisances (bruit, poussière, énergie),
- Le transport et approvisionnement raisonné,
- La sobriété énergétique des matériels,

#### **Article 15 – Dispositif de vigilance**

Conformément aux articles L.8222-1 et suivants du Code du travail, le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces justificatives attestant qu'il s'acquitte de ses obligations en matière :

- de lutte contre le travail dissimulé (articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail),
- de paiement des cotisations sociales et fiscales,
- et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, conformément aux articles L.5221-2 à L.5221-11 du Code du travail.

Ces documents seront transmis à l'adresse suivante : [jean-hugues.lanusse@ensad.fr](mailto:jean-hugues.lanusse@ensad.fr)

À défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, l'acheteur pourra, après mise en demeure restée sans effet, appliquer l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- une pénalité de 100 euros par jour de retard, plafonnée à 15 jours maximum,

- la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité, aux frais et risques de ce dernier.

### **Article 16 - Modification en cours d'exécution**

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification survenant en cours d'exécution du marché, notamment celles affectant sa situation juridique, financière ou technique, conformément aux obligations générales prévues par le CCAG-Travaux et notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme de la société ;
- à la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- à son siège social ;
- à son capital social ;
- et toutes modifications importantes du fonctionnement de la société.

### **Article 17 – Conditions de résiliation du marché**

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci en conformité avec les articles 49 et 50 du CCAG-travaux :

- Résiliation pour événements extérieurs au marché
- Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire
- Résiliation pour faute du titulaire
- Résiliation pour motif d'intérêt général

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **Article 18 - Gestion des litiges et recours**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable (CCRA) aux coordonnées suivantes :

Préfecture de la région Ile-de-France

5, rue Leblanc / 75941 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00 Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris.

### **Article 19 – Dérogations au CCAG – travaux**

L'article 13 du présent CCAP intitulé « pénalités » déroge à l'article 19 du CCAG-travaux sur les éléments suivants :

- Délai de 48 heures pour remédier aux manquements
- Pénalités spécifiques pour non-fourniture de documents administratifs
- Formule explicite de calcul de la pénalité
- Renvois précis à des lettres recommandées et délais particuliers

À Paris, le

Le titulaire